

Pierre Micheletti : « En Afghanistan, les humanitaires seront dans le collimateur des talibans »

TRIBUNE

Pierre Micheletti

Président d'Action contre la faim

Le président d'Action contre la faim estime, dans une tribune au « Monde », que les organisations humanitaires qui continueront d'œuvrer en Afghanistan devront prouver leur impartialité afin de ne pas paraître suspectes aux yeux des nouveaux dirigeants du pays.

Publié aujourd'hui à 15h53, mis à jour à 19h31 Temps de Lecture 4 min.

Tribune. L'Afghanistan aborde un nouveau tournant de son histoire avec [la prise de Kaboul par les talibans](#), au terme d'une campagne militaire éclair qui n'a rencontré que peu de résistance.

Si la guerre du Biafra (1967-1970) aura été le berceau du sans-frontiérisme, avec la création du Groupe d'intervention médico-chirurgical d'urgence (Gimcu) qui deviendra Médecins sans frontières (MSF), l'Afghanistan en sera, à partir de l'occupation russe en 1979, la véritable pépinière avec le déploiement d'autres ONG internationales dont Action contre la faim, Handicap international, Médecins du monde, Solidarités international... Ces organisations interviendront largement auprès des populations dont une partie vit sur les territoires contrôlés par les mouvements rebelles, en résistance face au pouvoir en place et aux troupes de son puissant voisin soviétique.

L'argent coule alors à flots au profit de la rébellion, pour ce qui aura à l'époque constitué la plus grosse opération de la CIA, laquelle entend mettre en œuvre la directive du président américain Ronald Reagan : « *L'Afghanistan doit être le tombeau de l'Armée rouge.* »



Écouter aussi [Comment les talibans ont repris l'Afghanistan](#)

Pour grossir les rangs des combattants contre le régime communiste de Najibullah [1987-1992] et son allié, la religion et la valorisation des identités tribales sont de puissants instruments de mobilisation des différents groupes rebelles.

Il faudra dix ans pour que la formule du président Reagan devienne réalité, et que l'Armée rouge avec toute son armada repasse la frontière en abandonnant des milliers de véhicules

dans les campagnes afghanes. Ils y resteront longtemps visibles, comme pour mieux rappeler que les guerriers afghans, depuis l'Empire britannique déjà, restent invaincus par les troupes étrangères.

Un goût de déjà-vu

Nous voici donc quarante ans après l'entrée de l'Armée rouge dans ce pays que le politiste et spécialiste de l'islam Olivier Roy qualifie comme celui de « *l'éternité en guerre* ». Après la chute du régime communiste, les Etats qui soutenaient la rébellion se désintéressent du pays. La créature s'est pourtant retournée contre son concepteur. La religion recrute alors contre le « grand Satan » américain.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [La Russie prête à une coopération prudente avec les talibans](#)

L'Afghanistan sort des écrans radars, mais le radicalisme religieux va continuer de prospérer, jusqu'à favoriser l'accueil d'Oussama Ben Laden et des commanditaires des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, et, dans leur sillage, l'entrée de la coalition internationale dans le pays.

Pour les ONG, la situation a aujourd'hui un goût de déjà-vu. Comme à partir de 1996 et la mort du président Najibullah, elles doivent, si elles souhaitent maintenir un soutien vital à la population civile, négocier et composer avec les talibans, nouveaux dirigeants désormais de la quasi-totalité du pays. Le risque de paralysie vaut également pour les agences spécialisées des Nations unies.

Définir les lignes rouges

Les talibans ne seront pas dupes. Ils n'ont pas oublié le rôle que les pays financeurs ont voulu faire jouer aux ONG dans les années 1980, sur les zones que la rébellion contrôlait alors. Les humanitaires seront donc dans leur collimateur sur plusieurs aspects. Certaines organisations accusées d'avoir depuis 2001 exclusivement développé leurs activités sur des zones contrôlées par le pouvoir en place, au nom d'un *Nation building* qui n'est resté qu'un concept de marketing politique, seront suspectes d'une collaboration coupable.

Les talibans peuvent considérer que les organisations soutenues financièrement par les pays membres de la coalition internationale seront potentiellement, en miroir de la période soviétique, dans une logique de résistance au nouveau pouvoir qu'ils entendent incarner désormais. Les ONG seront donc en situation de clarifier, aux yeux du nouveau pouvoir, les liens qui les unissent aux gouvernements des pays dont elles sont issues.

Lire aussi la tribune : [« Les ONG internationales apparaissent aujourd'hui confrontées à un risque majeur de paralysie »](#)

Par les approches qu'elles ont développées dans la prise en compte de la situation des femmes comme dans leurs rôles possibles dans la société afghane, elles seront particulièrement sur la sellette. Les principes de l'action humanitaire ne font pas toujours bon ménage avec les résistances que suscite le changement social sous des régimes autoritaires et violents. Chacune

des organisations qui fera le choix de rester devra définir les lignes rouges qui seront les siennes en la matière.

Métisser ses acteurs

Dans le cas spécifique des ONG, le maintien de leur déploiement se pose donc d'ores et déjà. Car, dans ce qui ressemble à un hoquet de l'histoire, les pays d'origine de ces ONG – comme leurs sources de financement – feront partie de la grille de lecture des nouveaux maîtres de l'Etat afghan.

Or la grande majorité des ONG internationales, comme les fonds que mobilise le mouvement humanitaire dans son ensemble, restent, de façon anachronique et politiquement suspecte, issus d'un petit club restreint d'une vingtaine de pays occidentaux presque tous parties prenantes de la coalition internationale qui s'est désengagée.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Après la prise de Kaboul par les talibans, la crainte d'une onde de choc régionale](#)

Cette équation n'est concrètement plus opérante. Le mouvement humanitaire doit profondément métisser ses acteurs comme ses financeurs pour maintenir sa capacité à agir. Le système actuel peut entretenir le doute quant à l'impartialité et à l'indépendance des intervenants extérieurs.

C'est l'une des leçons du conflit afghan. Là, comme dans de nombreux autres pays en guerre, la transformation du modèle de l'aide humanitaire internationale devient une priorité à traiter dans les instances du multilatéralisme. L'aide d'urgence ne peut se substituer à la résolution politique des conflits, elle a pour vocation d'apporter l'indispensable à la survie. Pour ce faire, il faut qu'elle ne prête le flanc à aucune suspicion d'instrumentalisation politique ou militaire.

Pierre Micheletti est le président d'Action contre la faim. Il a dirigé l'ouvrage « Afghanistan : gagner les cœurs et les esprits » (Presses universitaires de Grenoble, 2014).

Pierre Micheletti (Président d'Action contre la faim)